



**Section du  
Bas-Rhin**

**CTL du 5 janvier 2017**

**Déclaration liminaire**

Monsieur le Président,

Le plan social annuel, millésime 2016-2017, de la DGFIP prévoit la **suppression de 1815 emplois** (ETPT). Oui, parfaitement, 1815 et pas 1630 comme le martèle la communication du Directeur général ! Car le recrutement d'apprentis n'est pas le recrutement d'agents des Finances publiques ! Et nous rappelons ici que le code du Travail interdit d'ailleurs la pratique consistant à intégrer dans l'effectif les apprentis !

La DGFIP paye encore un tribu extrêmement lourd sur l'autel des politiques d'austérité.

Alors que les agents de notre administration représentent **5,40 % des effectifs** de la Fonction publique d'Etat, ils doivent absorber **57,42% des suppressions d'emplois...**

Ainsi, en 10 ans, ce sont **25 % des effectifs** qui auront été supprimés !!! **Pour le Bas-Rhin, ce sont encore 27 emplois qui seront supprimés !** Oui, parfaitement, 27 emplois : **17 C, 7 B, 3 IDIV CN.**

Nous nous permettons de ne pas compter, comme vous et comme la Direction générale parce que ça vous arrange, en emplois nets.

Car un agent administratif ou un contrôleur ne fait pas le même travail qu'un inspecteur ou qu'un IP. Et c'est heureux, car les cadres d'emploi et les payes ne sont pas les mêmes...

Nous en profitons pour vous rappeler que les **inspecteurs** en surnombre dans certaines structures ne sont pas là pour suppléer les vacances d'emplois en catégorie B et en C mais pour faire un travail de cadres A.

De plus, nous imaginons bien que si 11 emplois d'inspecteurs sont créés au titre du renfort de la PIE (Politique immobilière de l'Etat) et des changements organisationnels dans la mission Domaine, c'est pour répondre à un travail supplémentaire confié à la DRFIP 67. En effet, nous ne voyons pas la DG accroître le personnel d'une structure à périmètre constant...

Ces 27 nouveaux emplois supprimés manqueront encore pour accomplir nos missions au quotidien alors que nous n'y arrivons déjà plus dans des conditions normales et sereines depuis trop longtemps !

27 emplois qui s'ajoutent aux 32 suppressions de 2016, aux 27 de 2015, aux 24 de 2014, aux 37 de 2013, aux 45 de 2012 et à toutes celles des années passées !

Le niveau de suppression d'emplois qui pesait sur les **agents C** est devenu tellement critique ces dernières années que la Direction générale n'a d'autres moyens pour continuer les suppressions d'emplois que de s'attaquer aux **agents B et aux IDIV !**

C'est bien sur les **IDIV** que reposent les suppressions d'emplois de la catégorie A+.

Quand on voit comment sont considérés les IDIV, déconsidérés serait plus juste, c'est uniquement sur le sujet des suppressions d'emplois que les directions locale et nationale se rappellent qu'ils appartiennent à la catégorie des cadres supérieurs !

Pendant que 3 IDIV CN sont supprimés, 1 emploi d'IP, 1 emploi d'AFIPA et 1 emploi d'AFIP sont créés. Tout est dit, pas besoin d'en rajouter !

La DG continue de faire payer la création de postes de débouchés pour des A<sup>++</sup> aux autres catégories de personnels !

La Direction générale tue la carrière des inspecteurs ! Hors concours d'IP, point de salut !

Plus généralement, **s'agissant des perspectives de carrières, aucune catégorie et aucun grade ne sont épargnés.**

Ne vous étonnez donc pas si la démotivation est générale dans toutes les structures.

La DG marche tellement sur la tête que le système fait preuve de multiples aberrations :

- pour 2017, nous avons constaté **des suppressions d'emplois concernant des structures qui fusionnent**, comme c'est le cas pour les **SIP-CDIF !** C'est bien la preuve que la concentration des structures prônée par notre Directeur général est une **arme de destruction massive des emplois ! !**

- la trésorerie de La Petite Pierre passe de la catégorie C4 à la catégorie C3 (donc progresse) mais perd 1 emploi...

- pour cette année 2017, vos documents préparatoires indiquent que le volume des suppressions d'emplois est en diminution afin d'accompagner la mise en place du PAS. Vous parlez même de renfort de 500 emplois dont 6 emplois pour le Bas-Rhin ! **Depuis quand une non-suppression d'emplois est-il un renfort ? ? ?**  
- le PQM (Plan de Qualification Ministériel) était intégré jusque là dans le volet emplois avec les emplois C supprimés et B implantés mais n'apparaît plus cette année dans les documents du CTL... Qu'en est-il ? Nous souhaiterions avoir des explications.

La situation des agents, les conditions matérielles et morales des collègues se sont encore dégradées dans les services du Bas-Rhin en 2016.

**Nous l'avons malheureusement encore constaté lors de toutes nos HMI annuelles.**

Croyez bien qu'il ne s'agit pas d'une posture syndicale de notre part mais bien de la réalité observée, celle d'un **épuisement physique et moral** des collègues.

Et cela va encore empirer avec les **départs encore plus massifs à la retraite** les 2 prochaines années dans de nombreuses structures qui vont se retrouver sans effectif et/ou sans effectif expérimenté !

Et en plus de ça, le département doit faire face à une **soixantaine de vacances d'emplois tout au long de l'année !**

Toute cette politique d'emploi ne traduit qu'une chose : la poursuite d'une logique destructrice que FO DGFIP n'a cessée de dénoncer.

Les agents des Finances publiques en ont marre d'être exemplaires et d'être sacrifiés !

Sur le terrain, au quotidien, les collègues sont confrontés aux besoins de la population et des partenaires locaux, demandes qui sont de plus en plus fortes et exigeantes.

**Pour FO DGFIP, il doit y avoir une autre alternative que « survivre ou périr » !**

La DG organise la gestion de la pénurie en ne recrutant pas à hauteur des emplois budgétaires existants. **La DG joue les premiers de la classe et ce sont les agents qui en payent le prix au quotidien !!!**

**FO DGFIP exige le recrutement immédiat du personnel nécessaire au bon exercice des missions.**

A l'ordre du jour figurent également de nouvelles propositions visant à réduire le service public.

Parce que nous avons une autre vision et une autre ambition pour le service public républicain, nous ne pouvons que nous y opposer ! !

**Ces reculs du service public n'ont qu'un seul objectif : répondre et s'adapter à la cure d'austérité de 2017, en attendant celles des années suivantes, accompagner et finalement favoriser les suppressions d'emplois.**

Et ce n'est certainement pas l'**arnaque PPCR** (Parcours Professionnel Carrière Rémunération), qui se met en place en 2017, qui va apporter du baume au cœur des collègues.

Arnaque car avec ce dispositif, ce sont les agents qui vont auto-financer les nouvelles grilles mises en place au 1<sup>er</sup> janvier par des carrières plus longues, la suppression des réductions d'ancienneté, des avancements ralentis et des promotions encore plus limitées !!

Un **exemple significatif** : un AA 1<sup>ère</sup> classe, échelle 3, 4<sup>ème</sup> échelon, indice 326 au 31/12/16 a été reclassé au 01/01/17 échelle C2 par fusion des échelles 4 (AA1) et 5 (AAP2), 2<sup>ème</sup> échelon, indice 330 : Il perd donc 2 échelons mais comme les 4 points d'indice ne sont que des points d'indemnitaire transférés vers l'indiciaire, son gain en euros grâce à PPCR est de...0 euro ! ! !

**Nous pouvons ainsi multiplier les exemples...malheureusement !**

Certains échelons perdront même quelques centimes en 2020, date de la fin de PPCR, par rapport à 2015 du fait de l'augmentation en continue de la retenue pour pension civile jusqu'en 2020...

Nous pourrions également vous parler des collègues qui ont été assujettis (contrôleurs) ou qui vont être assujettis (agents administratifs) au 1% solidarité et qui vont donc perdre de la rémunération du seul fait d'un transfert de point de l'indemnitaire vers l'indiciaire.

Nous pourrions également vous parler des collègues qui ne toucheront pas la GIPA du fait de ce même transfert alors qu'en bas de la feuille de paye il n'y a rien en plus.

En conclusion, les agents de la DGFIP réclament des emplois, de meilleures conditions de travail (y compris le chauffage) et une véritable reconnaissance de leur professionnalisme et de leur technicité à tous les niveaux.

Comme le souligne notre Secrétaire général, Jean-Claude Mailly, **l'austérité est triplement suicidaire : économiquement, socialement et démocratiquement.**

**Les élus FO DGFIP 67 voteront donc contre les suppressions d'emplois !**